



Revue « Pour le Parti » N°1 – Avril 1973, revue théorique et politique du groupe marxiste-léniniste l'Eveil (réédition de Juin 1974)
Numérisé conforme à l'original, octobre 2017.

L'Edification du parti et les tâches des marxistes-léninistes.

(le titre est de la rédaction de 2017, il n'y a pas de titre original)

PLAN

- I. Les conceptions erronées du MCF et de l'UJCM sur l'édification du parti.
- II. Les formes d'organisation spontanées surgies pendant l'essor de mai 68.
- III. Les courants opportunistes non-marxistes-léninistes et les questions d'organisation
- IV. L'opportunisme au sein du mouvement marxiste-léniniste et l'édification du parti. Les crises de 70
- V. Les lignes « de gauche » en matière d'organisation.
- VI. La situation actuelle du mouvement marxiste-léniniste.
- VII. Nos tâches théoriques, politiques et d'organisation.

INTRODUCTION

Appliquer correctement la théorie marxiste-léniniste sur l'édification du parti est une des tâches essentielles du mouvement marxiste-léniniste. Dans cette période d'offensive idéologique des révisionnistes, des trotskystes et de l'opportunisme au sein de notre mouvement, la dénonciation des « théories » qui dénaturent les enseignements du marxisme-léninisme concernant le parti, les conditions nécessaires à sa création, son caractère de classe, etc., la défense résolue de ces enseignements, est une tâche très importante. Mais, dénoncer ces « théories », bien que nécessaire, est encore insuffisant. Il est, de plus, nécessaire de déterminer avec le plus de précision possible, les origines de classe, la signification de classe des lignes opportunistes d'édification qui se sont manifestées et se manifestent encore au sein de notre mouvement. Pour rompre avec l'opportunisme, dans la question du parti en particulier, on ne peut se borner à une condamnation subjective en étudiant les conceptions opportunistes en matière d'édification du parti, il faut répondre aux questions suivantes : Quelles sont les conditions sociales qui ont favorisé leur développement et leur renforcement ? Quels ont été leurs résultats pratiques, c'est-à-dire l'état actuel du mouvement ? Comment combattre ces conceptions opportunistes ? Quelles sont les tâches du mouvement pour créer le parti ?

I. LES CONCEPTIONS ERRONEES DU MCF ET DE L'UJCML SUR L'EDIFICATION DU PARTI.

Il ne s'agit pas ici de tirer un bilan de l'activité du mouvement M-L avant mai 1968, mais simplement de rappeler les conceptions fondamentales du MCF et de l'UJC (ml) sur la question du parti, conceptions qui sont à l'origine de toutes sortes de déviations du marxisme-léninisme qui ont eu cours avant, pendant et après mai 1968.

Les textes de référence sont les suivants : pour le MCF, la série d'articles parus, en 1967, dans « l'Humanité Nouvelle », sous le titre : « En avant pour un parti de l'époque de la pensée de Mao-Tsé-toung ». Pour l'UJC, les articles de « Garde Rouge » du début de 1968. Enfin, la correspondance entre les deux organisations.

Rappelons ce qu'il y avait de commun et de spécifique dans les deux organisations.

L'UJC (ml) et le MCF, par-delà d'infimes variations de forme, avaient les mêmes conceptions stratégiques : passage au socialisme par l'élargissement de la démocratie (bourgeoise). Le moyen essentiel pour réaliser cet objectif étant, pour l'UJ, un « Front populaire », pour le MCF, un « Front-uni antimonopoliste » ; sous ces deux formes, il s'agit d'un bloc de toutes les classes du « peuple », ayant toutes le même intérêt à lutter contre une poignée de monopoleurs et pour l'instauration du socialisme. Autrement dit, les deux organisations considéraient comme principale, en France, la contradiction entre « peuple » et monopoles. Toutes deux insistaient unilatéralement sur ce qui pousse les diverses couches petites-bourgeoises à s'unir au prolétariat, et passaient sous silence tout ce qui les oppose à lui. Toutes deux niaient que la petite-bourgeoisie n'est révolutionnaire **que** dans des conditions déterminées, **que** dans la mesure où elle adopte le point de vue du prolétariat. Toutes deux niaient en fait, sinon en paroles, que le prolétariat seul est une classe révolutionnaire jusqu'au bout. Les voies de développement de la révolution étaient conçues comme la « fusion des différentes luttes du peuple », le prolétariat développant sa lutte économique jusqu'à la grève générale, et cette lutte « classe contre classe » devant fusionner avec la lutte des couches petites-bourgeoises « pour la démocratie », contre les « gros » etc. C'était la négation du rôle hégémonique du prolétariat.

Une telle conception des buts et des tâches du prolétariat ne peut conduire qu'à altérer gravement les principes léninistes sur le parti. Sur cette base, l'UJ comme le MCF avaient repris les thèses révisionnistes sur le « parti du peuple tout entier ». Dans « Garde Rouge » n°6, l'UJC, résumant ses positions, appelle à créer « *un parti au sein duquel toutes les couches du peuple seraient représentées (!), chacune gardant sa spécificité...* ». Cela revient à appeler à construire un parti réformiste, à subordonner les intérêts du prolétariat à ceux de la petite bourgeoisie au sein d'un même **parti commun**. De même, le MCF en 1967, critiqua de manière entièrement fautive la thèse thorézienne concernant la nécessité d'avoir « un parti de masse ». Au lieu de critiquer l'altération par Thorez du **caractère prolétarien** du parti, Jurquet réduit la critique à une question quantitative : beaucoup ou peu de militants !, pour reprendre ensuite l'idée d'un parti défendant les « intérêts de classe des masses exploitées ». Certes, le prolétariat constitue l'avant-garde de toutes les masses exploitées, écrasées et opprimées de la société capitaliste, il traduit les intérêts réels, économiques et politiques de ces masses. **Mais** seul le prolétariat est capable de remplir jusqu'au bout les tâches d'avant-garde, de renverser la bourgeoisie et de libérer tous les exploités. Par suite seul un parti d'avant-garde du prolétariat est capable de diriger celui-ci dans l'accomplissement de ces tâches. Le parti est le **représentant du seul prolétariat** ; en même temps, il montre aux autres couches semi prolétariennes et petites-bourgeoises exploitées que leur situation est sans issue dans le régime capitaliste, et les appelle à rejoindre la lutte du prolétariat. Certes, un parti marxiste-léniniste comprend, outre des militants d'origine prolétarienne, des militants issus d'autres classes. **Mais** ce n'est pas en tant que représentants de ces autres classes qu'ils adhèrent au parti. « Si des gens issus d'autres classes adhèrent au mouvement prolétarien, la première condition est qu'ils doivent n'apporter avec eux aucun vestige de préjugés bourgeois, petits-bourgeois, etc., mais adopter de tout cœur la conception prolétarienne du monde. » (MARX-ENGELS, Lettre Circulaire du 17-18/9/1879). C'est un principe essentiel de l'édification du parti.

Du fait que l'UJC (ml) provenait de l'UEC révisionniste, se greffaient sur ces conceptions fondamentales, l'anarchisme en matière d'organisation, le goût du libéralisme et du polycentrisme propres aux milieux d'intellectuels. En même temps, l'UJC (ml) était fortement influencée par les thèses des révisionnistes italiens (Togliatti), sur la possibilité, pour d'autres couches sociales que la classe ouvrière, de diriger la révolution socialiste, en particulier l'intelligentsia, les étudiants... Dans le domaine de l'édification du parti, cela amenait les dirigeants de l'UJC (ml) aux conclusions suivantes : les militants de l'UJC (ml) devaient avant tout faire « l'apprentissage de la direction des luttes » à l'université (lutte antiimpérialiste par exemple), « accumuler des forces » chez les intellectuels progressistes, puis, seulement ensuite se tourner vers le mouvement ouvrier. Cela amena l'UJC (ml), pendant une longue période, à créer des organisations « marxistes-léninistes » de jeunes intellectuels, coupés de la classe ouvrière, dirigeant des intellectuels progressistes, organisés dans les « Comités Vietnam de base ». Il s'agissait au fond de la vieille conception libérale : aux intellectuels la lutte politique !

Comme nous le montrions dans la brochure « Contribution à l'histoire du mouvement marxiste-léniniste », avec l'essor du mouvement de la classe ouvrière, ces masses de jeunes intellectuels se tournèrent vers le mouvement ouvrier, et - quelle que puisse être leur bonne volonté individuelle - y propagèrent l'économisme, le culte du mouvement « purement ouvrier », etc. (si tant est qu'on puisse parler de propagande, quand toute l'activité se réduit à faire de la publicité pour ce que les ouvriers ont déjà fait et déjà compris par eux-mêmes au cours de leur lutte).

Face aux élucubrations révisionnistes, trotskystes et antimarxistes des dirigeants de l'UJC, le MCF défendait le principe léniniste d'un parti discipliné et régi par le centralisme démocratique, ainsi que le principe de la direction absolue de la classe ouvrière sur la jeunesse révolutionnaire (direction qui se traduit par l'impossibilité de créer des « jeunesses communistes » autonomes, et la subordination de celles-ci au parti prolétarien. La lutte qui fut alors menée contre les dirigeants trotskystes de l'UJC (ml) fait partie de l'héritage commun du mouvement marxiste-léniniste de France. En même temps, de graves déviations car rapport à ces mêmes principes se produisaient au sein même du MCF et devaient aller en s'amplifiant après la création du « PCMLF ». Tout le centralisme démocratique se transforma rapidement en un centralisme bureaucratique, un centralisme purement mécanique et fonctionnant indépendamment des questions de ligne politique. De même que le centralisme de Thorez au sein du PCF, ce centralisme ne devint en fait qu'un instrument au service de la protection et de la perpétuation de la ligne opportuniste du groupe dirigeant. En second lieu, l'affirmation du rôle hégémonique du prolétariat ne pouvait que rester lettre morte puisque, dans le même temps, se développait une ligne économiste et anarcho-syndicaliste, réduisant la lutte de la classe ouvrière à la seule lutte revendicative, et orientant tous les efforts d'organisation, non vers la fondation de solides organisations communistes au sein du prolétariat industriel, capables de diriger tous les fronts de la lutte de classe de celui-ci, mais vers des « comités de base », organisations sans parti, qui **détournaient** leurs membres des tâches proprement communistes, et restreignaient leur horizon à la seule lutte économique quotidienne.

II. LES FORMES D'ORGANISATION SPONTANÉES SURGIES PENDANT L'ESSOR DE MAI 1968.

Le mouvement révolutionnaire de mai 68, embrassant non seulement la classe ouvrière, mais aussi de larges fractions des couches petites-bourgeoises (surtout chez les intellectuels) fit surgir un grand nombre d'organisations de masse, « sans -parti », Comités d'action, de grève, de lutte, etc. Plus le mouvement se développait, plus surgissaient des organisations de toutes sortes, parfois tout à fait amorphes, sans cadre net, ayant parfois une très brève existence. Plus la grève de masse prenait un caractère politique, plus on a vu apparaître des amalgames provisoires de comités d'action...

Quelles sont les causes de ce phénomène ? Quelles en sont les conséquences ?

Une des particularités essentielles des rapports de classes, ces dernières années, en France, c'est la modification de la composition des couches petites-bourgeoises. En bref : depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la concentration très rapide des moyens de production a entraîné une prolétarianisation très rapide des grandes masses de la paysannerie, de l'artisanat et du petit commerce. Parallèlement, la modernisation rapide de l'appareil de production a entraîné une augmentation considérable du nombre des techniciens (et assimilés) ainsi que des étudiants. Or, comme le soulignait Lénine, ce sont des couches politiquement très actives. Ainsi, une des particularités de la lutte de classe contre le régime capitaliste ces dernières années, a été le déclenchement généralisé du mouvement des étudiants révolutionnaires ou progressistes. Comme nous l'avons souligné dans la brochure « Mai 68 », l'idéologie qui domine ce mouvement, ce sont les illusions sur la démocratie pour le « peuple », l'idéal de la démocratie « pure », c'est-à-dire, en fin de compte, l'idéologie bourgeoise libérale. L'idéal de la petite-bourgeoisie en matière d'organisation, c'est l'organisation « démocratique », de masse, sans « chefs », sans « subordination », unissant « tout le peuple » contre les oppresseurs, dans laquelle les extrêmes doivent s'émousser, dans laquelle l'unité doit être réalisée, non pas par la lutte idéologique ayant pour but l'adhésion à un système d'idées déterminé, mais, au contraire, par une absence « d'idéologie »... Ces formes d'organisation dérivent nécessairement de la situation hésitante de toutes les couches petites-bourgeoises placées entre le prolétariat et la bourgeoisie. Bien d'étonnant que le mouvement des étudiants progressistes, par son développement rapide, ait engendré des organisations « sans –parti » : « Comités d'action », « coordination des CA », etc. Rappelons que, dès avant 1968, des formes d'organisation cristallisant la tendance des étudiants à se tourner vers le prolétariat étaient apparues : « comités de soutien aux luttes du peuple », comités de soutien aux travailleurs immigrés, etc. Evidemment, le reflux du mouvement, fin 68, amena peu à peu la disparition des CA et autres, en dépit des tentatives de toutes sortes pour les maintenir artificiellement. Si l'on tient compte de l'importance des couches d'intellectuels dans la lutte des classes actuelle, il est évident que l'idée de l'organisation « sans –parti » ne peut manquer d'être à la mode et de remporter des succès momentanés.

En mai 68, le mouvement ouvrier en ascension rapide s'est heurté de front au PCF. Le mouvement s'est développé **contre** les incessantes manœuvres du PCF visant à l'entraver. La tendance de tout mouvement ouvrier vraiment profond à engendrer des formes d'organisation diverses s'est trouvée renforcée du fait que les syndicats, étroitement contrôlés par les réformistes, sont souvent apparus comme un frein aux yeux d'ouvriers actifs. A mesure que le mouvement de grève prenait un caractère politique, des formes d'organisation spontanées, comités de grève, comités de lutte, comités d'action, comités de base, surgissaient, parfois en rupture organisationnelle avec la CGT et la CFDT, plus ou moins reliés aux comités d'action étudiants (cela surtout dans les industries de pointe, là où il y a un grand nombre de techniciens). Ces formes d'organisation ne faisaient que cristalliser, à un moment donné, l'opposition aux dirigeants réformistes traîtres, sur le terrain de la lutte économique et politique (spontanée). En même temps, on a vu apparaître de nouveau des tendances anarchosindicalistes au sein du mouvement ouvrier. Compte tenu de l'ambiance bourgeoise et petite-bourgeoise dans laquelle baigne le prolétariat, et des « traditions » du mouvement ouvrier français, sur la base d'une révolte spontanée contre le révisionnisme, les ouvriers peuvent très bien déduire que « tous les partis politiques sont pourris », que ce qui est mauvais, en soi, c'est le rattachement des syndicats à des partis politiques, qu'il ne faut pas de « chefs » en général, etc. La politique bourgeoise menée par le PCF peut les amener au dégoût de toute lutte politique, et à se consacrer aux affaires « purement ouvrières ». Cela s'est traduit, sur le plan de l'organisation, par des tentatives de créer, parallèlement aux syndicats existants, des regroupements d'ouvriers révolutionnaires - mais aux idées confuses - menant la lutte économique « dure », dans laquelle les ouvriers « prennent eux-mêmes leurs affaires en main », « sans bureaucratie », des organisations « unitaires » où les divergences doivent être laissées à la porte. Il apparaît clairement que ces réactions spontanées, de la part d'ouvriers actifs, constituent une opposition, une aspiration révolutionnaire, mais qui spontanément ne peut que se soumettre au réformisme, sous un mot d'ordre ou sous un autre : « contrôle ouvrier », « création d'un pouvoir à la base dans les usines, etc.

III. LES COURANTS OPPORTUNISTES NON MARXISTES-LENINISTES ET LES QUESTIONS D'ORGANISATION.

Après le mouvement révolutionnaire de mai 68, **sur la base** des lignes d'édification opportunistes du MCF et de l'UJC (ml) - lignes provenant des thèses thoréziennes et italiennes (Togliatti) - un véritable culte des formes d'organisation s spontanées surgies en mai s'est développé. Se laissant entraîner par la phraséologie « à la mode » sur les organisations « démocratiques de masses », les opportunistes au mouvement ML ont érigé en « théorie », sans aucun esprit critique, les CA, les comités de lutte, etc.

Si on compare les « théories » opportunistes sur l'édification du parti, au sein du mouvement ML, à l'activité des libéraux dans leurs organes de presse, aux thèses d'ultra-révisionnistes comme Garaudy, aux courants politiques petits-bourgeois, alors le caractère de classe de ces théories apparaît clairement.

Dès la fin de l'année 68, tous les anti-communistes libéraux du « Monde », de « Combat », de la direction de la CFDT, ont tiré, eux aussi, le bilan de mai 68, pour la bourgeoisie. Ils déchaînèrent une campagne contre la conception léniniste du Parti prolétarien. L'organisation en parti politique indépendant n'est jamais réclamée que par les ML authentiques, les ouvriers conscients. Les libéraux, par contre, ne peuvent souffrir l'idée de parti prolétarien. Après 68, toute leur activité, dans ce domaine, a consisté à attribuer la faillite honteuse du parti révisionniste au léninisme. Pour ces messieurs, mai 68 aurait montré que « le syndicat courroie de transmission, soumis au parti » est une entrave à la « libre initiative des travailleurs », et les voici qui réclament des « syndicats indépendants de tout parti politique », etc. On peut citer à cet égard le « remarquable » livre du rédacteur en chef de « Combat », sur la CFDT, qui ne cache pas ses sympathies pour le « renouveau anarcho-syndicaliste » ! Ce rédacteur défend l'idée de syndicats « indépendants », s'occupant non seulement des revendications économiques immédiates, mais aussi de « politique » ; il appelle à la constitution de « syndicats ayant un caractère politique » qui « jouent le rôle à la fois du syndicat et du parti des travailleurs », « dans lesquels les masses elles-mêmes s'organisent, sans avoir besoin d'une élite consciente », puisque le syndicat « traditionnel », « réformiste », « ne s'occupant que des revendications immédiates » et le syndicat de « type stalinien (la CGT !), courroie de transmission » ont « tous deux fait faillite en 68 ». Que messieurs les opportunistes du mouvement ML se le tiennent pour dit ! Qu'ils lisent un peu les œuvres des bourgeois « de gauche », ils s'y retrouveront comme dans un miroir. Le prétendu neutralisme des syndicats, ou de toute autre organisation de masse à l'égard de tout parti est **en fait** une des armes préférées de la bourgeoisie, une hypocrisie réactionnaire qui signifie la soumission passive de la classe ouvrière **au parti révisionniste ou aux autres courants réformistes**. Il est dans la nature des libéraux qui « sympathisent » avec le mouvement ouvrier, de ne pas chercher à l'attaquer de front, mais de l'endormir par de belles paroles. Ils ont tout intérêt, dans une période de flux rapide du mouvement ouvrier, lorsque le PCF se dresse ouvertement contre ce mouvement, à exalter les « nouvelles tendances anarcho-syndicalistes » ; plus exactement de faire passer au sein de couches d'ouvriers qui se révoltent contre le PCF, des vieilles idées libérales sous un pavillon anarcho-syndicaliste.

Remarquons d'ailleurs que le PCF, à de nombreuses reprises, s'est permis de faire des critiques « presque marxistes » à cette forme de libéralisme, défendant, en apparence, l'idée léniniste du syndicat dirigé par le parti communiste, cela pour renforcer son influence révisionniste au sein du prolétariat.

Quant aux révisionnistes extrêmes, du type Garaudy, ils défendent au fond les mêmes idées libérales, jointes à des appels à la fusion organisationnelle des « différents courants du mouvement ouvrier », depuis le PCF, le PS, le PSU, jusqu'aux groupes trotskystes.

Comme de petits chiens dociles derrière le maître, les courants d'intellectuels petits-bourgeois (trotskystes et démocrates radicaux type GP) ont été irrésistiblement attirés par ces idées libérales.

Les trotskystes, au nom de la lutte contre le « dirigisme du parti unique » attaquent le rôle dirigeant du parti marxiste-léniniste. Ils reprennent ouvertement les thèses de leurs amis, les traîtres de la Ligue des « communistes » yougoslaves, et de Togliatti. Pour eux, la jeunesse intellectuelle, la jeunesse « en général », est la force d'avant-garde, et le parti « révolutionnaire » doit être une simple société propagandiste d'intellectuels au sein « d'organisations ouvrières », conseils ouvriers, comités de grève, etc. Résumant les idées des différents groupes trotskystes, le programme de la « Ligue Communiste » est très clair là-dessus : « *L'Etat ouvrier admet le principe de la pluralité des partis... le parti révolutionnaire qui défend les intérêts du prolétariat mondial occupe une place importante au sein de l'état ouvrier, mais cela ne lui donne pas la direction des affaires de l'Etat, il peut être en OPPOSITION avec la politique suivie par les conseils... Son but n'est pas de diriger mais d'éduquer...* » Bref, le parti du prolétariat ne doit pas assurer son hégémonie dans les organisations de masse du prolétariat, mais doit se soumettre à leur spontanéité, leur laisser leur « indépendance », c'est-à-dire laisser l'hégémonie aux partis bourgeois. Autre chose : selon les trotskystes, pour être communiste, il suffit que le parti « reconnaisse le marxisme révolutionnaire » (le trotskysme), quelle que soient sa composition sociale et ses formes d'organisations. Il est clair qu'un tel parti « révolutionnaire » ne peut être qu'un chaos informe d'intellectuels bourgeois et petits-bourgeois, « organisés » sur la base du « droit de tendance ». Enfin, les trotskystes suivent une politique de scission de la classe ouvrière. Ils prétendent qu'il existe au sein des différentes couches du prolétariat des intérêts divergents (voir le programme de la Ligue) qui justifieraient l'existence de différents partis « ouvriers ». Ils masquent donc à fond la nature bourgeoise du PCF, et prétendent que la classe ouvrière doit faire la révolution socialiste avec « l'ensemble de ses partis ouvriers » et non pas en luttant contre les révisionnistes et les réformistes. Bref, sur la question du parti, comme sur tous les problèmes de stratégie et de tactique, les trotskystes ne sont que le sous-produit du révisionnisme moderne, amalgamé avec des thèses libérales du PSU et de la CFDT.

La « **Cause du peuple** » reflète le mieux les oscillations, les flottements des intellectuels radicaux. On y observe d'un côté, le goût des intellectuels pour un mouvement « purement ouvrier » avec comme conséquence extrême la ligne des comités de lutte, ne « faisant pas de Politique » ; cette ligne n'est qu'une simple théorisation des formes d'organisations spontanées de mai 68. Cette ligne reflète aussi des tendances anarcho-syndicalistes bien réelles dans le prolétariat, bien que très diffuses et ne pouvant - moins que jamais - secréter des formes stables et durables d'organisation. Mais si les tendances anarcho-syndicalistes au sein du prolétariat reflètent souvent une aspiration confuse du mouvement ouvrier à se libérer de l'emprise du révisionnisme moderne, la tendance fondamentale de la CdP, c'est la soumission du mouvement ouvrier, peu conscient, aux libéraux par l'intermédiaire d'intellectuels opportunistes. Au fond, la CdP veut un large parti « travailliste », défendant les revendications immédiates des « travailleurs », pour une « vie meilleure ». L'autre face des tendances « purement ouvrières », c'est la fusion toujours plus étroite des intellectuels « maoïstes » avec les libéraux, les idéologues bourgeois du type Sartre, les gaullistes de « gauche », à travers des formes d'organisations toujours plus lâches, toujours plus amorphes, de moins en moins nettes. Le tout accompagné dans les courtes périodes de fièvre, (par exemple au moment du meurtre d'Overney) de la formation de petits groupes d'intellectuels pseudo-terroristes, coupés des masses, chargés de prendre en main la « justice populaire », etc. Nous disons bien **pseudo**-terroristes, car si les terroristes populistes - du siècle dernier en Russie- ou certains groupes terroristes palestiniens sont des révolutionnaires dans l'erreur, dans le cas de la « Nouvelle Résistance Populaire », on ne voit que farce ou provocation. Du « Parti maoïste du peuple » en 69, en passant par les groupes terroristes « NRP », par les comités de lutte d'atelier, jusqu'à Libération en 72, tel est le chemin suivi par la CdP en matière d'organisation.

IV. L'OPPORTUNISME AU SEIN DU MOUVEMENT MARXISTE-LENINISTE ET L'EDIFICATION DU PARTI

A. L'ATTITUDE FACE AU REVISIONNISME MODERNE ET AUX COURANTS REFORMISTES, CONSEQUENCES PRATIQUES.

Pendant longtemps, après la seconde guerre mondiale, une des particularités du mouvement ouvrier en France a été la domination quasi-absolue du révisionnisme thorézien. Au moment de la scission dans le Mouvement Communiste International, il n'y a pas eu en France, de scission de masse, comme en 1920-21. Certes, avec le développement spontané du mouvement de la classe ouvrière ces dernières années, l'élévation du niveau de conscience des masses, de plus en plus nombreux sont les éléments avancés du prolétariat qui saisissent, de façon plus ou moins embryonnaire, les aspects les plus criants du révisionnisme, et se révoltent contre eux. Mais il serait dangereux de sous-estimer l'influence des idées révisionnistes dans la classe ouvrière, après une aussi longue domination. « *Sans une lutte décisive et implacable, sur TOUTE la ligne contre ces partis (révisionnistes), il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste* » (LENINE).

Les échecs et les succès du mouvement marxiste-léniniste, ses reculs et ses progrès sont déterminés dans une large mesure par le fait qu'il mène ou non de façon conséquente la lutte contre le révisionnisme au sein du mouvement ouvrier. De façon **conséquente** : c'est-à-dire menée sur la base des principes fondamentaux du marxisme-léninisme, et non de quelque nouvelle altération du marxisme, et en déterminant une juste tactique, de justes méthodes de lutte contre le PCF. Après 1968, un certain nombre d'ouvriers révolutionnaires, se détournant du PCF, cherchaient la voie révolutionnaire. Une des tâches essentielles du mouvement, c'était de transformer ces ouvriers en révolutionnaires conscients, en marxistes-léninistes, en ces Léo Frankel, Varlin, Bebel sans lesquels il n'y a pas de parti marxiste-léniniste.

Or, le mouvement marxiste-léniniste a commis de graves erreurs dans ce domaine. Une des sources de ces erreurs, c'est la conception vulgaire du réformisme, conception apparue avant 68 et qui continue de dominer, qui tend à réduire le réformisme, le révisionnisme, à une simple trahison, une simple opposition frontale aux luttes économiques de la classe ouvrière. Cette tendance s'est renforcée pendant et après mai 68, car, de fait, en période d'essor du mouvement révolutionnaire, le PCF a commencé par s'opposer de front au mouvement. Et, du coup, une majorité de camarades ont oublié que la fonction fondamentale du révisionnisme, c'est d'éduquer les masses dans l'illusion d'une transformation « démocratique » et pacifique de l'impérialisme et du capitalisme, d'amener le prolétariat à **renoncer** à la révolution dans l'espoir d'obtenir plus facilement des réformes « accessibles », et à faire dégénérer les organisations de classe du prolétariat en courroies de transmission de la politique réformiste bourgeoise. Ils ont oublié que, par contre, si la pression des masses se fait trop forte, les réformistes peuvent très bien s'infiltrer dans leur mouvement, faire semblant de le soutenir, de l'encourager, pour pouvoir mieux le trahir au moment décisif ; et cela y compris dans les périodes de crise révolutionnaire. Cet « oubli » les a conduits à négliger complètement la lutte idéologique et politique contre le révisionnisme, ce qui était pourtant une tâche capitale après l'essor de mai 68.

Si l'on s'imagine que la conscience marxiste-léniniste surgit spontanément, du fait de l'opposition au PCF et aux dirigeants syndicaux traîtres, sur le terrain de la lutte économique, ou d'une lutte politique embryonnaire, alors on exalte comme le sommet de la lutte contre le révisionnisme, toute démarcation-organisationnelle d'avec la CGT. De là la tendance à considérer tout ouvrier qui se « démarque » organisationnellement, comme un élément conscient du prolétariat. De là la tactique : « organiser le courant autonome » (Prolétaire Ligne Rouge), « organiser des comités de base » (Humanité Rouge, Drapeau Rouge, etc.). De là le culte d'un aspect du mouvement ouvrier (la lutte économique), le culte d'une catégorie déterminée de travailleurs (les OS, les immigrés, les « couches surexploitées »), pourvu que cette lutte soit menée « en dehors de la CGT », pourvu que cette catégorie ne soit pas organisée au sein de la CGT ! Or, l'expérience a toujours montré que de nombreux ouvriers peuvent mener ce type de lutte -et même de façon très radicale-, tout en étant indifférents ou hostiles au socialisme (regardez l'Angleterre) ; l'expérience a montré que ces catégories particulières subissent peut-être moins l'influence **directe** du révisionnisme moderne, mais subissent plus directement d'autres formes de l'idéologie bourgeoise (le néo-réformisme, ou carrément l'apolitisme, le gaullisme, ou encore, dans le cas des immigrés, l'idéologie de leur bourgeoisies nationales respectives). Dans son fond, cette « théorie » spontanéiste reflète les thèses des libéraux bourgeois qui sont prêts à verser des larmes de compassion, et même à soutenir les luttes qu'engagent les catégories ouvrières les plus opprimées, pour une amélioration de leurs conditions - et cela d'autant plus que ces luttes seront menées **hors** de la

CGT -, mais qui s'opposent furieusement à toute tentative d'organisation politique marxiste-léniniste de ces couches prolétariennes, comme du prolétariat en général ! Ces théories, soi-disant ML, reflètent également la sympathie des libéraux pour les organisations « sans parti ».

Bref, au lieu de mettre en avant l'organisation de cercles ML, de cellules d'ouvriers conscients, on a mis en avant le regroupement informe d'ouvriers ML, d'ouvriers encore influencés par les idées révisionnistes, trotskystes, dont le trait commun est l'opposition aux bonzes sur le terrain de la lutte économique.

En fait, de telles organisations ne sont en aucun cas indépendantes du révisionnisme moderne. Seules peuvent l'être celles qui sont liées politiquement et tactiquement au parti ML, comme partie intégrante ou subordonnée.

Quelles sont les tâches fixées à ces Comités de base, ces Groupes Rouges ? Que l'on prenne « l'Humanité Rouge », le « Prolétaire Ligne Rouge », ou tous les groupes « autonomes » défendant cette conception, on retrouve partout la même idée fondamentale : les Comités de base, ou groupes rouges, ont pour tâche de « lutter pour tous les intérêts de la classe ouvrière et en même temps pour le but final » (« Vivent les comités de base » PLR de Sochaux) ; les comités de base « dirigent (!) la lutte classe contre classe et préparent la révolution prolétarienne » (HR), « le groupe révolutionnaire des PTT se fixe pour tâche d'organiser à la fois la lutte des postiers pour des revendications immédiates et dans le sens de la révolution » etc.

Bref, ce n'est pas le parti marxiste-léniniste, le parti d'avant-garde du prolétariat, qui doit diriger la lutte de classe, mais des organisations sans-parti de la classe ouvrière. Ce qu'il faudrait avant tout à la classe ouvrière, ce sont de « organisations à mi-chemin entre le parti et le syndicat », qui auraient « à la fois » des traits propres au parti - mais sans être armées par la théorie marxiste-léniniste, sans idéologie directrice - et des traits propres à l'organisation de masse - ; entrent dans ces organisations tous les ouvriers qui veulent se battre contre le patronat et le gouvernement -. Or **seul** le parti communiste, marxiste-léniniste, peut organiser « à la fois », « dans le sens de la révolution », c'est-à-dire utiliser et développer toutes les formes de la lutte de classe du prolétariat afin de les faire fusionner en une lutte unique pour le renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir. Seul le parti marxiste-léniniste peut amener les larges masses à rompre avec le révisionnisme, au moyen de justes tactiques de lutte contre celui-ci, fondées sur la théorie marxiste-léniniste et l'expérience du mouvement communiste international. Si on laisse à une organisation sans-parti la direction de la lutte économique, elle ne pourra la mener que de façon empirique, non révolutionnaire ; et à plus forte raison, elle sera rigoureusement incapable de diriger et d'organiser la lutte politique révolutionnaire du prolétariat.

En fait, l'expérience déjà accumulée par le mouvement marxiste-léniniste nous montre que la théorie de « l'organisation révolutionnaire des ouvriers », dans de telles organisations, conduit inévitablement à la création de sectes opportunistes, coupées du mouvement ouvrier, ne remportant, dans le meilleur des cas qu'un succès momentané, et condamnées à n'être que des cautions « de gauche » du réformisme. L'expérience montre que jamais les Comités de base, Groupes Rouges, etc. n'ont été des organisations de masses car ils détournaient les larges masses soumises au réformisme par la « phrase révolutionnaire », sonore, mais creuse. Et, en même temps, leur confusion et leur impréparation idéologiques et politiques les rendent incapables de se démarquer à la fois du révisionnisme et des courants opportunistes libéraux, démocratiques petits bourgeois, de, jouer le rôle de foyers d'organisation communistes, d'embryons du parti. Ils ne sont capables ni de répondre aux besoins des ouvriers d'avant-garde, ni d'élever le niveau de conscience des ouvriers qui, tout en aspirant sincèrement à la révolution, sont encore instables et hésitent sur la voie à prendre. Au sein des Comités de Base, les « marxistes-léninistes » promettent l'Union, l'activité révolutionnaire commune ; mais, dès que se posent des problèmes un peu complexes, concernant la propagande, l'agitation politique, ou les problèmes tactiques (de tactique syndicale notamment), des divergences énormes apparaissent, l'impréparation dans tous les domaines se révèle au grand jour. On se rend compte de l'impossibilité d'une action immédiate commune qui dépasserait le cadre de la lutte purement économique en elle-même non révolutionnaire, et encore... Le comité de base se paralyse peu à peu, on cherche à recoller les morceaux en faisant concession sur concession aux éléments les moins avancés, de peur de perdre

du monde. Le comité se spécialise dans l'agitation économique pour peu que les bonzes syndicaux ne s'opposent pas de front à telle ou telle grève, mais fassent preuve de « souplesse » et parviennent à faire concéder aux ouvriers quelque aumône patronale, la démarcation apparente entre le Comité de base et les révisionnistes, ou la CFDT disparaît. Le comité se vide peu à peu des éléments les moins conscients ; et les éléments les plus avancés s'en vont aussi par manque de perspectives claires, et par découragement. Au lieu que les ouvriers se soient rapprochés de la conscience socialiste, ils s'en éloignent, accusent les marxistes-léninistes de diviser les ouvriers au lieu de les unir, etc. Des comités de base montés par HR ou par le PLR - pour ne prendre que ces exemples -, il n'en reste pas un seul : les uns se sont transformés en section CGT ou CFDT ; les autres se sont morcelés, décomposés peu à peu, jusqu'à disparition complète. De nombreux ouvriers avancés se sont retrouvés « dans la nature », déçus ; d'autres sont retournés au PCF ou sont tombés dans l'anarcho-syndicalisme style « Comité de lutte »¹.

D'autre part, la grande majorité de la classe ouvrière organisée l'est dans les syndicats. Par temps « calme », l'expérience montre que, même lorsque des groupes d'ouvriers se réunissent au cours d'une grève pour faire un tract, une collecte, etc., en « dehors » des syndicats, ces formes d'organisations spontanées, mises en place pour la grève et, par une grève déterminée, s'effondrent à la fin de celle-ci. Elles ne font que cristalliser, parfois, l'opposition aux bonzes à un moment donné, sur le terrain de la lutte économique. Dans l'immense majorité des cas, ces ouvriers ne quittent pas les syndicats. De nombreux éléments ne sont pas prêts, à juste titre, à quitter les syndicats pour des Comités de base fantômes qu'ils considèrent, souvent avec raison, comme des groupes aventuristes sans aucune liaison avec les masses et sans idées précises. La tendance des Comités de base qui revenait à considérer en bloc comme plus arriérés les ouvriers actifs refusant de quitter le syndicat revenait par là-même à laisser entre les mains du PCF des éléments avancés du prolétariat.

EN CONCLUSION : Sur la base des lignes d'édification opportunistes d'avant 68, le mouvement a tenté de substituer à la lutte réelle contre le révisionnisme sur tous les plans, la « démarcation concrète » d'avec le révisionnisme sur le terrain de la lutte économique. Il a substitué à l'organisation des éléments d'avant-garde, des ouvriers avancés, les « organisations » sans-parti, cherchant à singer les formes d'organisation spontanées apparues pendant l'essor de mai 68. De telles tentatives ne pouvaient qu'être vouées à l'échec. Lorsque de telles organisations surgissent, les ML doivent y participer afin d'accélérer l'organisation marxiste-léniniste des éléments avancés du prolétariat et, d'autre part, favoriser, lorsque les conditions sont réunies-grèves, grève politique de masse, grève générale - leur transformation en organisations regroupant les plus larges masses (plus largement que les syndicats). Mais de telles organisations ne peuvent surgir à n'importe quel moment, ni dans n'importe quelles conditions. Et en aucun cas, les ML ne doivent chercher à les créer ou à les maintenir artificiellement (ce ne seraient alors ni des organisations de masse ni des organisations assumant des tâches de parti), et encore moins tenter de subordonner les organisations ML à ces comités de lutte, de grève, etc.

B. L'ATTITUDE FACE AUX COUCHES D'INTELLECTUELS.

Un mouvement vraiment profond du prolétariat, comme celui de mai 68, s'accompagne de l'ébullition d'une partie de la petite-bourgeoisie, avec ses préjugés, ses illusions, son instabilité ; celle des couches d'étudiants et de l'intelligentsia y fut sans précédent. Objectivement, le mouvement des étudiants révolutionnaires s'attaquait au capital ; il tendait à s'intégrer au combat de la classe ouvrière. Aussi un nombre important de jeunes intellectuels se tournèrent vers le mouvement marxiste-léniniste : avant mai 68, surtout vers l'UJC (ml), après 68, surtout vers l'Humanité Rouge. Ils n'avaient bien sûr qu'une vague idée du marxisme-léninisme ; les ouvrages ML sur la construction du socialisme en Chine, sur la

¹ Il faut noter que la « mode » des comités de base a bien baissé aujourd'hui. Mais des sections CFDT groupusculaires, opportunistes et sectaires tout à la fois, jouent, aujourd'hui, le même rôle pour les opportunistes. On peut même parier maintenant que, dans quelque temps, sous l'effet de la lutte de l'Eveil, tous les mêmes opportunistes reconnaîtront qu'il faut travailler dans la CGT, là où celle-ci est un syndicat de masse. Mais cela ne signifiera pas le moindre progrès. Car ce qu'il faut mettre A LA PLACE de ces « comités » sans-parti, c'est, non pas un travail obscur et sans principes au sein des syndicats réformistes, mais un travail effectivement communiste, des organisations effectivement communistes. Mais cela, les opportunistes ne peuvent et ne veulent le faire ! (juin 1974).

révolution Culturelle, connurent une grande diffusion, mais furent souvent interprétés de façon libérale, opportuniste ; en même temps, les intellectuels révolutionnaires avaient tendance à lire « tout ce qui leur tombait sous la main » ; tout ce qui paraissait plus ou moins « oppositionnel » au PCF : texte de Garaudy sur le « problème chinois », brochures trotskystes, etc. Ils n'avaient aucune expérience dans le domaine politique et d'organisation. Leur expérience d'organisation se réduisait souvent aux CA de 68 avec tout ce qu'ils comportaient de petit-bourgeois et de libéral. En même temps, la montée du mouvement ouvrier ne pouvait manquer d'attirer vers le mouvement ML un grand nombre d'éléments petits-bourgeois, prisonniers de l'idéologie bourgeoise, s'en dégageant difficilement, y retombant sans cesse, des « compagnons de route » intéressés au moment du flux par les phrases révolutionnaires, mais incapables de s'assimiler réellement la théorie ML, de prendre en main les tâches prolétariennes ; toujours prêts, en revanche, à soutenir les lignes opportunistes, à les pousser dans leurs conséquences extrêmes en période de reflux du mouvement ouvrier ; toujours prêts à escamoter les questions d'« idéologie » au nom de « l'union », c'est-à-dire toujours prêts à fusionner avec les tendances « démocratiques » petites -bourgeoises, à liquider l'indépendance, idéologique, politique et d'organisation du mouvement marxiste-léniniste. De même, une partie des militants de l'UJC (ml), après son éclatement, se retrouvèrent « dans la nature », désorientés, n'ayant dans leur ensemble critiqué que les aspects les plus apparents de la ligne de l'UJC (ml). Dans ces conditions, la tendance à rejoindre HR était très forte. L'autre partie des intellectuels de l'UJ quittaient définitivement le terrain du marxisme-léninisme se rassemblant autour de la CdP.

Dans ces conditions, quelles étaient les tâches du mouvement ML à l'égard des intellectuels ?

Les marxistes-léninistes ne doivent pas se désintéresser des mouvements révolutionnaires qui peuvent se développer au sein de couches sociales petites-bourgeoises. Le prolétariat doit s'assurer de la sympathie, ou tout au moins neutraliser la petite-bourgeoisie, pour que l'insurrection prolétarienne soit victorieuse. Mais il était faux de croire que l'on pouvait assurer l'hégémonie du prolétariat sur de larges couches d'intellectuels tant que d'importants détachements du prolétariat conscient n'ont pas adhéré au marxisme-léninisme et ne sont pas solidement groupés au sein d'une organisation communiste d'avant-garde. Un des principes essentiels du ML c'est que « seul le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le parti communiste, est en mesure de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses exploitées, **laquelle est seule en mesure de résister aux inévitables oscillations petites-bourgeoises** de ces masses, de diriger toutes les activités de l'ensemble du prolétariat, c'est-à-dire le diriger politiquement et, **par son intermédiaire**, diriger toutes les masses laborieuses » (« Sur la déviation syndicaliste », Lénine, 1921). Dans **ces** conditions, dans une période d'ébullition de ces couches d'intellectuels, le mouvement marxiste-léniniste doit avoir comme axe de travail secondaire, la propagande, l'agitation, la lutte idéologique contre les courants qui influencent le mouvement des étudiants révolutionnaires (révisionnisme, trotskysme, démocratisme petit-bourgeois), sans se faire des illusions sur la possibilité, à l'heure actuelle, de placer ce mouvement dans son ensemble sur les positions de classe du prolétariat. Il ne pouvait s'agir que de gagner et d'organiser solidement les intellectuels les plus fermes, les plus aptes à s'assimiler véritablement le marxisme-léninisme, pour qu'ils aident à réaliser les tâches de propagande, d'agitation et d'organisation en direction de la classe ouvrière. Et c'est seulement ainsi que l'on pouvait séparer progressivement les éléments réellement révolutionnaires chez les intellectuels des « compagnons de route ».

Au lieu de cela, la ligne d'édification de l'HR : « *Parti reposant sur deux fondements solides discipline et front uni de toutes les classes révolutionnaires* » (Textes de 67 « En avant vers un parti de l'époque de la pensée Mao Tsétoung ») ne pouvait conduire - compte tenu des traits essentiels de la situation des dernières années en France- qu'à un recrutement sans principes d'intellectuels, en tant que **couche sociale**. Les critères d'adhésion du PCMLF étaient réduits à la reconnaissance formelle du ML et des « principes d'organisation » (réduits eux-mêmes à la reconnaissance de la « discipline » -servile-). Les résultats furent les suivants : renforcement de l'opportunisme initial d'HR, mêlé aux thèses particulières de l'UJ, renforcement du chaos organisationnel, développement du bureaucratisme -à une échelle jamais atteinte dans le mouvement- recrutement des cadres sur la base du servilisme, etc. Baisse du niveau théorique déjà plutôt bas. Quant aux organisations de base, elles furent mises en place suivant des « principes » tournant résolument le dos au ML : découpage arbitraire et formel des militants par quartier et par faculté (qu'il s'agisse des militants intellectuels ou ouvriers). En même temps, tout le

travail de « propagande » était confié aux intellectuels « sympathisants » des CDHR, regroupements opportunistes, dans la plupart des cas spontanés, rattachés ensuite, sur aucune base de principes, à l'organisation ML. Bref, l'édification « de bas en haut » et non de « haut en bas ». A mesure que des jeunes intellectuels affluaient vers HR, les Comités Front Uni étaient mis en place. Soi-disant « organisations de masses », les « Comités de Front Uni » n'étaient, par l'idéologie qui y dominait et par leur base de classe, que la continuation des « Comités d'Action » de 1968. Au nom du « Front-Uni », et de l'union des progressistes, on y voyait le refus des délimitations idéologiques claires et nettes, l'appel à la « coexistence pacifique » d'opinions fondamentalement divergentes, le refus de mener la lutte contre le révisionnisme. Comme il n'y a pas de milieu, c'étaient au fond des idéologies non prolétariennes qui dominaient. Erreur encore plus grave, c'est à de telles organisations que l'Humanité Rouge confiait l'essentiel du travail politique : « Front-Uni devait diriger » le « front immigré », le « front lycéen », etc. Les CDHR étant les organes de « propagande » au sein du Front-Uni, les différents fronts étaient « dirigés » par des commissions respectives de « Front-Uni ». Dans ce Front-Uni, la classe ouvrière était censée être représentée par ses « comités de base », par ailleurs parfaitement mythiques, et organes de la seule lutte économique. Hormis, justement la directive de créer un « Front-Uni », le PCMLF ne pouvait exercer aucune direction sur ce magma, et était en fait réduit au rôle de coordination. Le rôle hégémonique du prolétariat n'était qu'une phrase, car, dans le même temps, la base de principe du mouvement prolétarien était de plus en plus abandonnée - c'est l'époque du texte « En avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat », d'un grand développement de l'économisme dans la presse, etc. -, et le travail communiste au sein du prolétariat fut littéralement **saboté**, toute l'attention étant portée vers l'organisation des couches petites-bourgeoises. A cette époque se produisit une grave stagnation du travail au sein du prolétariat, en dépit de conditions objectives qui, sur la lancée de 1968, étaient extraordinairement favorables.

Il importe ici de souligner ce qui suit : il est de la plus haute importance de dénoncer les théories antimarxistes, en vigueur dans les différentes couches de l'intelligentsia, et niant le rôle hégémonique du prolétariat, niant les principes universels du marxisme-léninisme comme seul guide éprouvé de la révolution et réduisant le parti communiste à une simple « coordination » du mouvement de diverses classes ou couches sociales du « peuple », placées sur un pied d'égalité. Nous devons dénoncer ces conceptions afin de montrer comment elles ont pénétré profondément au sein du mouvement marxiste-léniniste -et particulièrement au sein du groupe dirigeant de l'Humanité Rouge, bien que camouflées derrière des phrases d'apparence marxiste sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son parti d'avant-garde.

Le résultat de tout cela : liquidation progressive de l'organisation ML, transformation du mouvement ML en appendice des révisionnistes, des trotskystes, etc. par l'intermédiaire des CFU. Quant au contenu de la propagande des Comités Front-Uni, celle-ci ne dépassait pas les limites du démocratisme petit-bourgeois : « solidarité » aux « frères immigrés », lutte contre le « fascisme » et la « fascisation » etc. Evidemment de telles organisations s'effondrent comme château de cartes à la première bourrasque et se dispersent avec une rapidité incroyable ! Les intellectuels, vite fatigués et sans perspectives, se dispersent, le « travail » devient de plus en plus incohérent, puis finalement on se confine dans l'activisme le plus étroit, on ne se réunit que de temps à autre pour échanger des idées, jusqu'au moment où il n'y a plus rien du tout !

C'est au fond sur ce modèle que le mouvement ML a construit ou développé de soi-disant « organisations de masse » (quelles masses ? les masses d'intellectuels progressistes et démocrates). En fonction du goût du jour, de la « mode », on rassemble tous les intellectuels vaguement progressistes, on les organise sur un « front de lutte » : Secours Rouge (« front démocratique ») ; Mouvement National de Soutien aux Peuples Indochinois (« front anti-impérialiste ») ; Comités d'Unité Populaire (HR, nouvelle version des CFU). Dans la confusion idéologique la plus totale, on confie à **ces** organisations la « direction du front de lutte » en question. Puis on les appelle à se tourner vers le « peuple », les « masses », pour amener celles-ci à **soutenir** le type de lutte de l'organisation en question. Bref, on demande au prolétariat de soutenir les luttes et les formes d'organisation de la petite bourgeoisie ! C'est **liquider** les tâches politiques des communistes, du prolétariat conscient à l'heure actuelle, travail de propagande, d'agitation, d'organisation **fondé** sur la théorie ML et rigoureusement indépendant de tous les réformistes.

Nous ne nions nullement, évidemment, la nécessité et l'importance extrême des organisations de masses pour assurer un plein développement à la lutte de classe du prolétariat. Mais nous soulignons qu'il faut combattre avec la plus grande énergie la tendance qui consiste, au nom de la nécessité des organisations de masse, à confier tout le travail politique des marxistes-léninistes aux couches petites-bourgeoises d'intellectuels ; la tendance qui consiste, sous prétexte de construction d'organisations de masses, à liquider la construction d'organisations marxistes-léninistes, solidement implantées dans le prolétariat. Car ces tendances ne peuvent que conduire à la **liquidation** du mouvement ML en tant que mouvement politique indépendant, ne peuvent qu'amener la subordination, ou le **remplacement** de l'organisation ML par l'organisation sans parti, le comité de base, comité d'action etc. En réalité, **le meilleur** moyen d'étendre justement notre influence sur les masses, c'est la création et le renforcement d'organisations marxistes-léninistes, tout à fait solides sur le plan idéologique, politique et d'organisation, qui **seules** seront alors capables de prendre peu à peu la direction de **véritables organisations de masses**.

Les crises de 70-71 dans le mouvement marxiste-léniniste.

Il ne s'agit pas de faire l'historique complet des scissions de notre mouvement dans les années 1970-71, ni de rentrer dans le détail des divergences politiques qui les ont provoquées. Nous voulons seulement ici noter les causes les plus importantes de ces scissions, ainsi que les diverses conceptions erronées dans le domaine de l'organisation qui se sont manifestées à cette occasion.

La cause fondamentale des grandes scissions qu'a connues notre mouvement, et particulièrement de celles de 70-71, c'est la domination dans telle ou telle organisation d'une ligne opportuniste. Ce n'est pas là une affirmation gratuite, mais un fait que pourra mettre en évidence quiconque voudra bien étudier l'histoire de ses scissions. Et la cause immédiate de ces scissions, ce sont les échecs pratiques engendrés par ces lignes erronées, et les manœuvres des groupes dirigeants promoteurs de ces lignes pour sceller leurs erreurs, s'opposer à une réelle rectification, et rejeter leurs torts sur d'autres. En ce qui concerne la scission du PCMLF en 70, la cause fondamentale de cette scission est indubitablement les graves déviations développées par sa direction, tant dans le domaine du programme que de la tactique, telles qu'on les a rapidement rappelées ci-dessus, et les échecs pratiques et la stagnation conséquente du travail du parti au sein de la classe ouvrière. Cette ligne rencontra au sein du parti, et tout particulièrement dans des secteurs dont l'ossature était constituée de vieux militants communistes issus du PCF, ainsi que chez les camarades ouvriers mécontents du sabotage de l'activité dans la classe ouvrière, une vive résistance qui s'exprima en vain pendant plusieurs mois par le moyen des voies régulières du parti. Dans le même temps, la stagnation et la paralysie de l'ensemble du travail, l'absence de direction politique effective et d'une réelle centralisation communiste du travail jetèrent tous les militants dans le désarroi d'abord, ensuite dans la révolte contre la direction opportuniste. A cela répondait l'obstination de ladite direction, la stérilisation et l'absence de toute lutte idéologique, le refus persistant de convoquer les organes légaux du parti afin d'examiner la ligne suivie et de trancher les débats en cours. Au lieu de cela, le groupe dirigeant préféra suivre une ligne scissionniste et liquidatrice, tranchant les débats en cours par la dissolution bureaucratique, et à l'insu de l'ensemble du parti, d'une majorité de régions ! Ce qui conduisit à une véritable liquidation du parti ! Compte-tenu aussi bien des déviations opportunistes extrêmement graves qu'il a développées entre 69 et 70, que de la violation constante et délibérée du centralisme démocratique, nous sommes entièrement fondés à dire que la responsabilité essentielle de cette scission incombe au groupe dirigeant. La scission et la liquidation du parti, causées par ce groupe dirigeant, constituent un crime extrêmement grave contre l'ensemble de notre mouvement.

Mais constater cela ne suffit pas. Il faut étudier également les formes que prirent les scissions au mouvement, et en particulier celle de 1970. Un des traits essentiels de ces scissions celle de l'UJC (ml) en 68, celle du PCMLF en 1970 - c'est que jamais jusqu'à présent, elles ne se sont opérées entre deux camps nettement délimités, l'un se plaçant fermement et complètement sur le terrain du marxisme-léninisme, l'autre sur le terrain de l'opportunisme. A chaque fois, au contraire, elles ont mis aux prises diverses tendances ou courants également opportunistes et, de ce fait, n'ont permis de faire aucun pas sérieux vers l'édification du parti, mais ont au contraire accentué la division du mouvement, sa

confusion idéologique et sa dispersion organisationnelle. En 1970, c'est un fait que le centralisme démocratique, arme acérée permettant de résoudre les contradictions au sein du parti dans le sens du progrès, fut honteusement violé par le groupe dirigeant. Mais il faut comprendre aussi pourquoi, lors de cette scission, ne put se constituer un authentique courant prolétarien apte à prendre la tête de la lutte et à assurer, à l'issue de cette lutte, la reconstitution du parti sur des bases saines. L'absence de toute politique d'édification de 1967 à 1970, l'absence de toute formation communiste des membres, et tout particulièrement des membres ouvriers, la profonde pénétration au sein du parti des conceptions opportunistes en matière de tactique et d'organisation (économisme, mépris pour la lutte théorique, etc.), jointe au recrutement sans principes d'une masse d'intellectuels col portant les idées de la petite bourgeoisie, expliquent que personne ne fut alors capable d'organiser une lutte de principe, cohérente et organisée, contre l'opportunisme afin de consolider le parti et d'arracher sa direction au groupe opportuniste et liquidateur.

Au lieu de cela, on vit se manifester deux attitudes également erronées dont nous devons tirer, pour l'avenir, toutes les leçons nécessaires.

D'une part, la direction d'HR - et la tendance qui allait fonder ultérieurement le groupe « Front Rouge » - insistait, après s'être opposée des mois durant à toute rectification et avoir liquidé par voie bureaucratique la majorité des organisations du parti, sur la nécessité de « sauver » avant tout l'organisation, de « mener la rectification dans le cadre organisé du parti », sur la base du centralisme démocratique, de la discipline, etc. (entre parenthèses, un indice de l'isolement total dans lequel se trouvait la direction opportuniste à ce moment-là est le fait qu'elle devait s'appuyer sur la poignée d'intellectuels opportunistes qui devaient fonder « Front Rouge »).

Ce type d'argument reparait aujourd'hui. Le fond de cette conception, c'est qu'il faut s'unir d'abord dans le domaine de l'organisation, créer d'abord un cadre organisationnel, et ensuite seulement régler les questions politiques, les questions de programme, de ligne et de tactique. En réalité, c'est dès le début de 1970 qu'il fallait réunir les organes légaux du parti - ou du moins préparer leur réunion - pour régler au plus vite les graves divergences politiques qui s'étaient fait jour. Mais ensuite, lorsque fut consommée la scission et la liquidation du parti du fait même de la direction opportuniste, la méthode proposée ne constituait qu'une manœuvre de plus de ce groupe opportuniste. Dans la mesure où la ligne du groupe dirigeant était fautive dans toutes les questions essentielles du programme, de la tactique et de l'organisation, dans la mesure où il s'agissait d'une organisation composée en grande partie de militants intellectuels coupés des masses, recrutés sans aucune base de principe, et après les crimes commis contre le centralisme démocratique, demander le « respect du centralisme » et de la « discipline », c'était appeler au servilisme, à l'arrêt de la lutte idéologique, à la soumission à l'opportunisme. La direction de l'Humanité Rouge, de Front Rouge, et beaucoup d'autres camarades n'ont pas compris qu'il ne peut y avoir de « discipline », de « centralisme démocratique » -, ni de « pratique commune » que sur la base d'un programme commun, d'une ligne marxiste-léniniste commune. Qu'on ne puisse s'unir dans le domaine de l'organisation qu'après s'être unis dans le domaine idéologique et politique, c'est là l'abc du marxisme-léninisme, trop souvent oublié dans notre mouvement. Et tout ce qui retarde, tout ce qui s'oppose à la réalisation de cette unité-là, de cette unité idéologique et politique ne fait que retarder, saboter, la réalisation d'une unification organisationnelle réelle - et non formelle.

Et cela vaut aujourd'hui encore. Tant qu'il n'y a pas d'unité dans les questions fondamentales de programme et de tactique, tant que le mouvement vit à l'époque de la débandade, idéologique et organisationnelle, on ne peut ni ne doit parler de formes d'organisations communes, englobant l'ensemble des organisations marxistes léninistes. Avant de nous unir et pour nous unir, il faut se délimiter clairement et nettement du révisionnisme moderne, du trotskysme, etc., et de l'opportunisme au sein même du mouvement marxiste-léniniste. L'unité organisationnelle à l'échelle de tout le mouvement, c'est la dissolution de tous les groupes ML au sein d'une organisation de parti unique, sur la base du centralisme démocratique. Cela peut se réaliser que sur la base d'un accord politique librement consenti de tous les ML authentiques, avant tout des ouvriers conscients autour d'un programme unique, après une victoire décisive sur l'opportunisme dans le mouvement.

Toute autre forme d'unité ne peut être qu'une unité formelle, bâtie sur le principe : « mettons en avant ce qui nous unit, et oublions ce qui nous sépare ». Ce type d'unité sans principe est gros de scissions ultérieures, comme l'expérience l'a plusieurs fois montré. Et les méthodes de lutte au sein de tels « cadres organisés » ne peuvent être que des méthodes de lutttes sans principes, fondées sur l'existence, ouverte ou cachée, de « tendances », sur le refus d'une lutte idéologique franche, sur les méthodes putschistes pour « prendre le pouvoir » ou le conserver, mettant la masse des militants devant le fait accompli ».

La deuxième attitude également erronée que l'on rencontra à partir des scissions de 1970-71 c'est le localisme, le repli sur soi, la « méfiance vis-à-vis de l'extérieur » ; c'est-à-dire en fait le refus d'une lutte idéologique active, le polycentrisme et l'esprit d'indépendance propre à la petite-bourgeoisie. On vit alors la création d'une multitude de « groupes autonomes », se tenant - ou prétendant se tenir - à l'écart de toutes ces lutttes « de principe » (cela dit avec un ton de profond mépris à l'égard de ceux qui n'ont pas encore compris que seule la « pratique » a la petite semaine, au moyen d'un travail en tous points artisanal peut permettre de prendre racine dans les masses !). Toute l'expérience de notre mouvement depuis 70 a abondamment montré également que ce localisme conduit à l'effondrement rapide, à la dégénérescence mille fois plus rapide en direction de la démocratie petite-bourgeoise, en direction des formes les plus achevées de l'opportunisme, à la disparition même de toute tentative de travail communiste.

Notons d'ailleurs que ces deux formes d'opportunisme en matière d'organisation se transforment très rapidement l'une en l'autre. S'étant aperçu qu'on végète dans son coin, on en déduit qu'une organisation locale **en général** n'est pas capable de prendre en main les tâches politiques, et l'on se raccroche à une organisation « nationale », en « théorisant » sa propre impuissance... Et cela conduit les organisations « nationales », HR, FR, PLR, à centraliser de manière formelle **des groupes ou individus**, et non pas **des fonctions, un travail réellement communiste**.

Tirant le bilan de l'expérience du POSDR dans ce domaine, Lénine soulignait, dans « Un pas en avant, deux pas en arrière » : « *Dans la période de débandade et des cercles, ce sommet, dont la social-démocratie révolutionnaire s'efforçait de faire son point de départ dans le domaine de l'organisation, était nécessairement un des cercles, le plus influent PAR SON ACTIVITE REVOLUTIONNAIRE ET SA FERMETE DE PRINCIPES (en l'occurrence l'organisation de l'Iskra). A l'époque du rétablissement de l'unité véritable du parti, de la dissolution dans cette unité, des cercles qui ont fait leur temps, ce sommet est nécessairement le congrès du parti... (qui) en désignant les institutions centrales en fait le sommet jusqu'au congrès suivant* ». Voilà ce que les « créateurs » d'« institutions centrales » fantômes, comités d'organisations et autres n'ont pas compris !

V. LES LIGNES DE GAUCHE DANS LE MOUVEMENT MARXISTE-LENINISTE EN MATIERE D'EDIFICATION DU PARTI

Depuis 68, surtout, un courant de « gauche » s'est manifesté au sein du mouvement ML en France. D'abord dans la ligne rouge sous la forme dogmatique, il s'est cristallisé et renforcé à travers le centre provisoire, la série des Comités « communistes » : « Comité Communiste Lin Piao », « Comité Communiste Joseph Staline », « Comité Communiste Georges Dimitrov » ; chaque comité critiquant généralement le précédent comme droitier. Sa forme la plus achevée, le CCGD, avait avant son éclatement quitté sans retour le terrain du ML et dégénéré en une secte présentant tous les traits du petit-bourgeois exaspéré par les « horreurs du capitalisme ».

1. Quelles sont les conditions de l'apparition et du renforcement de ces lignes de gauche ?
2. Quels sont les traits essentiels, au-delà des infimes variations de formes qui en constituent le plus clair des polémiques des « CC » entre eux ? Les conséquences ?

- 1) Le développement même du mouvement révolutionnaire de mai 68 a créé les conditions favorables pour l'apparition du danger de « gauche ». L'histoire du mouvement ML depuis 68 nous montre que les lignes de « gauche » sont apparues dans la lutte contre l'opportunisme de droite, plus précisément, chaque fois qu'une crise grave a éclaté au sein d'une organisation ML dominée par l'opportunisme de droite.

Dans les conditions d'un mouvement ML dominé par la droite, composé dans sa grande majorité de jeunes intellectuels sans formation théorique, sans expérience pratique et coupés des masses, la lutte contre l'opportunisme de droite pouvait prendre facilement un caractère unilatéral et déboucher sur des erreurs de gauche. Le développement de cette tendance liquidatrice, de « gauche » a été favorisé aussi par le départ momentané, la mise sur la touche d'un nombre important d'ouvriers marxistes-léninistes après la crise en chaîne de l'année 70-71.

Au lieu d'une analyse matérialiste des rapports de classes, ce courant de « gauche » décréait au fond les problèmes stratégiques résolus une fois reconnu verbalement tel ou tel concept : « destruction de l'appareil d'état », etc. Il suffisait d'opposer le concept « dictature du prolétariat » à « démocratie populaire » pour avoir la ligne juste.

Au nom de la critique du Front-Uni, ils niaient la possibilité d'étendre l'hégémonie du prolétariat aux masses exploitées des villes et des campagnes-. Sur la tactique, soit ils s'en désintéressaient purement et simplement, soit ils opposaient à l'élaboration et à l'application de lignes tactiques, au nom du but final. Ils s'opposaient à la participation, à la direction de la lutte économique et politique du prolétariat (luttés démocratiques, etc.) sous prétexte de lutte contre le réformisme. Ce courant réduisait la lutte idéologique à la critique de tel ou tel aspect de l'opportunisme de droite au sein du mouvement ML, sous-estimant gravement la lutte idéologique contre le révisionnisme moderne et les autres courants petits bourgeois. Il réduisait le parti prolétarien à une seule chose : parti fondé sur la théorie ML, menant derrière lui le prolétariat inconscient. Réduire la lutte idéologique à certaines formes d'opportunisme au sein du mouvement ML, abandonner la lutte contre le révisionnisme et les autres courants petits-bourgeois au sein du mouvement ouvrier, amenait inévitablement ces groupes à se détourner des ouvriers d'avant-garde, quelle que soit l'importance accordée en-paroles à la propagande et l'agitation. Sur cette base, les « Comités » ne pouvaient qu'être amenés à recruter des intellectuels, à abandonner la fusion du ML et du mouvement ouvrier. Le CCGD ne faisait que théoriser cette tendance liquidatrice quand il mettait en avant comme thèse « fondamentale » sur l'édification du parti : « sans parti, pas de fusion du socialisme et du mouvement ouvrier », alors que, précisément, le parti ne peut être que le produit de cette fusion. Bien que, jusqu'à présent ce courant n'ait pas été un danger principal au sein du mouvement ML, nous devons prêter attention à son développement possible dans les périodes de crises et le combattre.

Ces groupes ont aujourd'hui tous disparu, mais leurs méthodes de pensée erronées ont laissé des traces chez de nombreux camarades. Ces méthodes de pensée erronées sont des manifestations du dogmatisme, du formalisme et du mode de pensée métaphysique.

Ayant à étudier les contradictions dans divers domaines, ils étaient incapables de distinguer des processus spécifiques (même s'ils sont liés les uns aux autres). Ainsi, ne sachant pas distinguer le processus des contradictions de classes dans la société, et le processus de développement du mouvement du marxiste-léniniste, ils en venaient à dire que la contradiction principale en France aujourd'hui est « celle entre le marxisme-léninisme et le spontanéisme au sein de notre mouvement ». Ce mode de pensée qui consiste à vouloir dégager à l'aveuglette, une « contradiction principale » à l'intérieur de processus différents, ou à ériger arbitrairement en contradiction principale une des contradictions fondamentales du monde contemporain, ou encore qui, sous prétexte que telle contradiction joue le rôle principal, nie toutes les autres, n'y accorde aucune attention et pense que, la contradiction principale étant résolue, les autres se résoudreont toutes seules, comme par miracle, sans aucun effort, est à l'heure actuelle-très répandu.

Le formalisme est aussi un mal très répandu. Il y a des camarades qui raisonnent ainsi : on ne peut avoir d'activité sans avoir une ligne politique ; pour avoir une ligne politique, il faut un programme, pour avoir

un programme, il faut une analyse de classes, laquelle nécessite une méthode d'analyse, et, préalablement, les principes permettant d'élaborer cette méthode, etc. Si vous n'êtes pas capables de leur présenter les principes « de la méthode permettant l'analyse de classes qui permettra l'élaboration du programme etc. etc. » ils ne voient pas l'intérêt de discuter avec vous. Bien entendu, après une ou deux-années d'une vaine recherche des principes de la méthode etc. ils ne sont guère plus avancés qu'au début. Car leur attitude consiste à vouloir attraper un moineau les yeux bandés, à vouloir commencer par ce qui est le plus abstrait, le plus général, par la logique pure, alors que les principes les plus généraux ont déjà été élaborés par le matérialisme historique et le matérialisme dialectique, et qu'on ne peut assimiler à fond la méthode marxiste qu'en s'en servant de façon répétée pour résoudre les problèmes de la révolution. L'attitude de ces camarades fait penser à celui qui voudrait savoir entièrement nager avant de se mettre à l'eau ; La conséquence pratique d'une telle attitude est que ces courants escamotent le caractère politique des divergences, en les réduisant à des divergences uniquement dans le domaine de la philosophie ; ils prennent alors une attitude passive, neutre et finalement centriste dans toutes les luttes politiques qui se déroulent au sein du mouvement marxiste-léniniste, et finissent par retomber dans le plus grand praticisme et par se mettre à la remorque de l'opportunisme.

Le mode de pensée métaphysique se manifeste dans le fait que beaucoup de « camarades sont incapables d'étudier les choses dans leur mouvement, d'étudier les aspects contradictoires en lutte qui déterminent ce mouvement. Pour eux, si une chose est devenue blanche, c'est qu'elle l'était depuis le début. Si le mouvement marxiste-léniniste est dominé par l'opportunisme, c'est qu'il n'avait aucun caractère marxiste-léniniste depuis ses origines. Si eux, par contre, se déclarent marxistes-léninistes, ils ne peuvent par **nature**, par **définition**, qu'agir en toute rectitude. Ils sombrent alors dans la plus grande présomption, et négligent toutes les tâches nécessaires pour engager effectivement un travail communiste. Pour eux, il est impensable que des militants sincères et honnêtes se trouvent au sein d'organisations dominées par l'opportunisme. Si ce sont de telles organisations, il est également impensable pour eux qu'une lutte idéologique puisse être menée en leur sein. La conséquence de tout cela, c'est une attitude de scission à outrance, et quiconque ne scissionne pas dans les cinq minutes ayant suivi la « révélation de la vérité » c'est-à-dire leur première prise de parole, ne peut être qu'un traître achevé. Ce faisant, ils s'isolent et se discréditent eux-mêmes, et entravent un développement en profondeur de la lutte contre l'opportunisme,

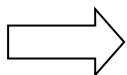
VI. LA SITUATION ACTUELLE DU MOUVEMENT MARXISTE-LÉNINISTE

Comme nous l'avons montré plus haut, notre mouvement est soumis à la double influence idéologique et politique, d'une part du révisionnisme moderne dominant dans le mouvement ouvrier, d'autre part des courants libéraux et petits-bourgeois Sa base sociale, en majeure partie des intellectuels, favorise le renforcement de ces influences. On assiste à l'heure actuelle à un renforcement de l'opportunisme dans notre mouvement, sous plusieurs formes.

Remarquons que l'offensive réformiste de grande envergure du Programme Commun a un aspect « positif » : elle a obligé tout le monde à prendre position : ceux qui sont perpétuellement assis entre deux chaises, comme Front Rouge ou le PLR, ceux qui faisaient mine d'oublier leurs positions antérieures comme l'Humanité Rouge.

Par rapport à la période de désarroi idéologique et de flottements des deux ou trois dernières années, l'opportunisme prend de plus en plus la forme de courants bien déterminés, d'orientations plus précises. Bien entendu, il existe encore dans notre mouvement une multitude de formes opportunistes, de groupes localistes, « autonomes », etc. Mais la tendance est au regroupement autour des organisations « nationales » qui cristallisent le mieux les différentes formes d'opportunisme. On voit apparaître de plus en plus clairement deux grands pôles opportunistes : l'un autour de HR, l'autre autour du PLR et de FR, avec l'UCF, la GOP...

Quelles sont les particularités de leur développement ?



Ces derniers temps, le courant représenté par l'Humanité Rouge est apparu encore plus clairement comme un simple prolongement du révisionnisme thorzien dans nos rangs.

Seulement son révisionnisme est légèrement teinté, gauchi, par une feuille de vigne anarcho-syndicaliste (cf. les appels d'HR à l'abstention) et, de temps en temps, quelques dithyrambes contre le social-fascisme, entre deux périodes où cesse toute lutte de principe contre le révisionnisme. Au lieu de critiquer le PCF pour son abandon total de la voie révolutionnaire - abandon qui s'est concrétisé pour la première fois en 1945 -, HR le critique surtout pour les concessions de détail qu'il fait aux autres partis bourgeois. En concentrant l'essentiel de sa critique sur le parti socialiste, en centrant sa critique sur l'alliance « au sommet » qu'il a conclue avec le PS, -comme s'il ne s'agissait encore que de critiquer quelques déviations opportunistes dans la pratique de l'unité avec la social-démocratie- et son acceptation de la constitution de la Vème République, HR escamote la tâche essentielle : montrer aux ouvriers que c'est le PCF lui-même qui a dégénéré en un parti réformiste bourgeois, que c'est lui qui constitue maintenant le plus sur appui social de la bourgeoisie. En fait, HR s'en réfère ouvertement au programme de Thorez en 1958-59 (programme qui était déjà totalement révisionniste). Les conceptions programmatiques d'HR, telles qu'elles se sont manifestées encore une fois lors des élections législatives de mars 73, sont en fait d'essence révisionniste (conception d'une étape préalable d'extension de la démocratie (bourgeoise), abolition de la constitution de la Vème République, convocation d'une assemblée constituante- afin « d'ouvrir la voie à la révolution prolétarienne »).

D'autre part, on assiste depuis 1973, à une grande réhabilitation par HR du révisionnisme thorzien sur la question nationale. Reprenant tout d'abord les thèses de l'ultra-impérialisme (la bourgeoisie française étant considérée comme un appendice de l'impérialisme américain et comme vouée par nature à trahison nationale), HR a remis à l'honneur le mot opportuniste qui a causé tant de tort au prolétariat en France depuis 1870, que « le prolétariat seul est patriote ». Les conséquences pratiques prévisibles de cette déviation théorique ne se sont pas fait attendre. HR s'est mis bruyamment à la remorque de la traction la plus chauvine de la bourgeoisie impérialiste française, représentée par les Debré et les Jobert. Au lieu de démasquer cette politique, au lieu de montrer qu'elle ne tend, d'une part, qu'à protéger les intérêts de l'impérialisme français d'autre part, qu'elle ne défend en rien les véritables intérêts nationaux du peuple français et les véritables intérêts des peuples du monde et de la paix mondiale, HR a enjolivé bruyamment cette politique, la considérant comme « positive ». Elle a cessé de combattre le néo-colonialisme français et s'engage ainsi sur la voie de trahisons de l'internationalisme prolétarien aussi monstrueuses que celles commises par Thorez.

Enfin, ces positions révisionnistes s'accompagnent de flottements opportunistes par rapport à tous les courants petits-bourgeois (article d'HR sur le discours de Krivine à la télévision, lettre à la Cause du Peuple, défense de la « politique révolutionnaire » de la direction de la CFDT, etc.)².

L'Humanité Rouge ne représente aucun courant politique indépendant : sous l'influence théorique et idéologique du révisionnisme d'une part, appendice de la démocratie petite-bourgeoise et du néo-réformisme en politique, HP n'a de racine de classe ni dans les masses prolétariennes, ni dans l'aristocratie ouvrière. Ne serait-ce le renfort périodique d'intellectuels petits-bourgeois, impressionnés par la phraséologie sur le « parti d'avant-garde », cette organisation serait depuis longtemps réduite à l'état de secte groupusculaire dont les membres se comptent par dizaines. Mais c'est néanmoins un courant dangereux car, en combinant son idéologie révisionniste, sa subordination à la démocratie petite-bourgeoise et sa phraséologie anarchiste, elle entrave à tous points de vue le développement d'un véritable mouvement marxiste-léniniste, elle détourne littéralement les ouvriers qu'elle parvient à influencer du marxisme-léninisme - et cela, l'expérience nous en a abondamment et surabondamment convaincus !

² Une anecdote illustre bien ce fait. Dans une entreprise, des militants d'HR se sont opposés à notre participation à un « collectif marxiste-léniniste » parce que... nous avions attaqué la CFDT (sa ligne politique et sa direction s'entend) !! Voilà comment, en défendant l'unité avec les réformistes bourgeois, on ne peut que s'opposer à l'unité des marxistes-léninistes, on ne peut que se placer insensiblement soi-même HORS du mouvement marxiste-léniniste (juin 1974).

On assiste à un certain renforcement numérique d'HR. Avec l'offensive réformiste du Programme Commun, compte-tenu qu'HR est le courant idéologiquement le plus proche du révisionnisme, et qu'il tend à fusionner avec la démocratie petite-bourgeoise, de grandes masses de lycéens et de jeunes intellectuels sont attirés par la ligne d'HR. En même temps, au sein même du mouvement marxiste-léniniste, on assiste à un courant de « retour » vers HR. D'une part des militants du mouvement, écœurés par les différents courants « de gauche » qu'ils ont suivis, tendent, en réaction, vers la droite, et HR en particulier. D'autre part, au sein d'organisations comme « le Travailleur » ou certains groupes locaux, qui avaient quitté HR par la droite en 70 (sur des bases archi-ouvriéristes), la tendance à rejoindre HR est très forte. En fait, ces organisations n'ont jamais remis en cause les traits essentiels de l'opportunisme d'HR ; elles ont végété pendant un ou deux ans, au milieu de flottements idéologiques énormes, dégénérant lentement. Dans ces organisations, de nombreux militants sont désorientés ; ils ne comprennent pas que leur groupe est justement le produit le plus achevé de la ligne d'HR. Désorientés, prêts à jeter le manche après la cognée, ils sont attirés par l'apparente fermeté d'HR. Ils sont amenés à tirer des conclusions de droite de leur scission de 1970 : « on n'aurait jamais dû rompre », « nous sommes des scissionnistes », etc. entend-on dans leur bouche. Bref, on assiste à un processus analogue au regroupement qui s'était effectué en 69 autour d'HR ; mais avec des particularités : la ligne d'HR est encore plus ouvertement opportuniste, la situation est marquée par l'offensive réformiste du Programme Commun, et les militants qui rejoignent HR actuellement sont, dans leur ensemble, encore moins formés et moins expérimentés politiquement que ceux d'il y a trois ans³.

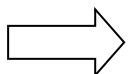
Quant aux formes d'organisation qu'HR met en place, ce sont les mêmes qu'il y a trois ans, compte-tenu des nouveaux développements « créateurs » dans le domaine de la ligne politique. Les cinq derniers numéros d'HR sont parfaitement explicites sur le caractère et les tâches des « comités d'unité prolétarienne et populaire ». Les comités d'unité prolétarienne et populaire, organisations sans parti ont pour tâche « d'impulser une prise de conscience politique » dans les masses (HR n°174). Dans les numéros 179 et 180, HR précise : « les CUP constitueront la forme embryonnaire des futures assemblées populaires, formes étatiques de la dictature du prolétariat ». Dans la période actuelle, les tâches des CUP sont les suivantes : « combattre la constitution de la Vème République », dans le cadre de laquelle « aucun changement n'est possible », et, deuxième tâche, « soutenir les luttes conséquentes » et « impulser la formation de comités de grève ». Les CUP doivent tendre à la « politisation des masses », « à mettre en valeur ce qui relie les luttes revendicatives aux luttes politiques ». Les CUP doivent devenir « des organisations de masses susceptibles d'entraîner à l'action les travailleurs avancés non organisés » etc. etc.

Nous n'allons pas ici analyser tout ce chaos opportuniste et libéral. Ce serait répéter sous d'autres formes ce que nous avons dit dans les chapitres précédents. Soulignons simplement que l'HR a le « mérite » de dire tout haut ce que les autres opportunistes pensent tout bas, à savoir : les organisations sans-parti, petites-bourgeoises, ont pour tâche de remplacer le Parti Communiste. Elles ont pour tâche essentielle d'« exiger » un changement de forme de la domination bourgeoise (combattre la constitution ne veut rien dire d'autre) en utilisant le mouvement gréviste comme force de pression sur le gouvernement en place. Cela devient parfaitement clair quand on rapproche les citations précédentes de la suivante tirée de l'article : « Le programme de la Ligue Communiste, confusion et opportunisme » : « Les masses doivent balayer la constitution et les institutions de la Vème République et s'organiser tout de suite en assemblées populaires... »

Le résultat de cette ligne politique et d'organisation est facile à prévoir : « dans le meilleur des cas », sur les usines, regroupements archi-opportunistes de quelques ouvriers dominés par le révisionnisme et n'ayant à reprocher au PCF que ses manœuvres les plus ouvertes (en période électorale) avec le PS. D'où le caractère inévitable des CUP : groupes de pression sur le révisionnisme, reprenant les pires illusions des masses sur le PCF. Mais, compte-tenu de la période de « calme » relatif que traverse le mouvement ouvrier et la force du révisionnisme, il y aura peu de CUP d'usine. Ce qui va apparaître avant tout c'est le CUP de « quartier », de faculté, groupes d'intellectuels à moitié fusionnés avec les intellectuels

³ Le ralliement en cours d'une partie de la « Gauche Révolutionnaire », organisation « gauchiste » issue de la social-démocratie, illustre et vérifie une fois de plus ce que nous avançons ici. (Juin 1974)

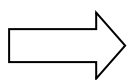
« démocrates »... jusqu'au moment où toute ligne de démarcation, même formelle, avec la démocratie petite-bourgeoise disparaît.



Face à HR, on voit se cristalliser un deuxième pôle opportuniste, dirigé par les « frères ennemis », à savoir Front Rouge et le Prolétaire-Ligne Rouge. Il ne s'agit pas là d'une alliance « purement tactique », pour faire « face » à HR (bien que les regroupements autour d'HR y soient pour quelque chose). Non, la source de ce rapprochement doit être cherchée dans les traits communs à PLR et FR.

Si HR est caractérisée surtout par une certaine « stabilité » dans ses conceptions opportunistes, (en matière de stratégie surtout), PLR, FR, ainsi que la GOP, ainsi que différents groupes « ml » sortant du PSU, sont surtout caractérisés par leur absence totale de principes, par les flottements éclectiques, le passage de positions « économistes » de droite à des positions de « gauche » ; on pourrait multiplier les exemples. L'attitude de Front Rouge : son attitude face aux mouvements dans les couches petites-bourgeoises, face au « mouvement lycéen » par exemple : d'abord, au début de « l'affaire Guyot », soutien de Front Rouge au « mouvement lycéen » en général, incapacité à comprendre la double nature de ces couches, incapacité à expliquer au prolétariat, ses tâches dans la lutte démocratique etc. Puis virage à 180° de FR sous une forme économiste de « gauche » : les ML doivent se désintéresser de ces mouvements, se consacrer au mouvement « purement ouvrier ». Comme disait FR à l'époque « si les ML participaient au mouvement lycéen, ils se mettraient nécessairement à la traîne des illusions petites-bourgeoises de ce mouvement »... Puis, de nouveau position de droite, sur le « mouvement lycéen » de mars-avril 73 : simple exaltation des tendances spontanées dans les derniers éditos, incapacité à proposer une tactique etc. Pour PLR, on peut citer comme exemple révélateur son attitude au moment des attentats de « Septembre Noir », où ce journal réussit le tour de force de défendre à la fois le terrorisme individuel « excitatif », et la déclaration chinoise à l'ONU etc. Enfin un trait essentiel, typiquement spontanéiste, de ce courant, c'est le refus de prendre position en matière de tactique à chaque question importante que la vie politique fait surgir ; leur attitude identique au moment de la dernière période (Programme Commun, élections législatives) le confirme : pour ces messieurs, le mouvement ML « n'est pas assez fort », « pas suffisamment lié aux masses » pour avoir une tactique ; conclusion : « abstention »... de la participation à toute vie politique. Enfin, FR comme PLR réduisent toute la lutte contre le révisionnisme à la dénonciation d'un seul aspect de la tactique révisionniste - l'opposition, dans certains cas, « aux luttes économiques dures » - ; cette forme d'économisme fait à ailleurs bon ménage avec des attitudes doctrinaires. Cet éclectisme reflète l'instabilité propre aux couches d'intellectuels, toujours placés entre deux chaises, prêts à « sonner le tocsin » dès que le moindre mouvement spontané, ayant tant soi peu d'ampleur, se développe, prêts à sombrer dans l'abattement, le découragement, devant l'ampleur des tâches, les difficultés de la lutte contre le révisionnisme, etc. Tout ce courant a en commun un véritable culte des formes de lutte des « couches les plus exploitées ». Pour ces groupes, ainsi que pour « Révolution » et la « Cause du Peuple », les ouvriers-paysans, les immigrés, les jeunes, les femmes, les OS, sont les forces d'avant-garde ; suivant l'égalité spontanéiste bien connue : « plus on est exploité... plus on est révolutionnaire » et « plus conscient ». Pour PLR et FR, il s'agit donc bien de créer l'unité de la classe ouvrière sur la base des intérêts immédiats des « couches les plus exploitées » (voir leurs plateformes respectives). Or, sur la base de cette « théorie », il est impossible de créer un véritable parti ML. Au deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine soulignait : « *le parti communiste est une partie de la classe ouvrière, la partie la plus avancée, la plus consciente et PAR CONSEQUENT la plus révolutionnaire (par conséquent, messieurs les opportunistes). Le parti communiste est créé sur la base de la sélection naturelle des ouvriers les meilleurs, les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le parti communiste n'a pas d'autres intérêts que les intérêts DE L'ENSEMBLE de la classe ouvrière. Il se distingue de toute la masse ouvrière en ce qu'il domine du regard tout le chemin historique et qu'il s'efforce de défendre à tous les détours du chemin, non pas les intérêts de quelques groupes isolés, ou de quelques corporations, mais les intérêts de la classe dans son ensemble* ». Les révisionnistes défendent les intérêts égoïstes de l'aristocratie ouvrière. Ils détruisent ainsi l'unité révolutionnaire de la classe, l'empêchent d'agir en tant que classe. PLR et FR, pleins de bonne volonté, « défendent les intérêts immédiats » des « couches sur exploitées », et, partant d'une attitude révolutionnaire, arrivent au fond aux mêmes résultats que les révisionnistes, ils opposent les couches inférieures du prolétariat aux OP, etc. Sur ce point, ils ne se distinguent des anarcho-syndicalistes du type Révolution, ou de la GOP, l'UCF... L'égalité :

les « plus exploités donc les plus révolutionnaires » est archi-fausse : c'est dans les conditions de maximum de développement de la grande industrie capitaliste que le prolétariat s'assimile le plus rapidement et le plus facilement le marxisme-léninisme. C'est dans la grande industrie qu'il y a le plus de traditions de luttes etc. C'est par contre, surtout, dans la petite industrie que le prolétariat est le plus exploité. Si on applique jusqu'au bout cette brillante « théorie » (comme l'a fait FR à certaines périodes, et de nombreux groupes « autonomes ») cela revient à abandonner les couches avancées du prolétariat aux mains des révisionnistes et à enterrer l'édification du parti. Deuxièmement, PLR et FR s'imaginent que les couches « plus exploitées » s'assimilent quasi-spontanément la nature du révisionnisme etc. sous prétexte que le PCF ne peut que s'opposer de front à leurs revendications immédiates. Cela ne peut mener qu'à la mise en place d'organisations type Comités de Base, même si on les appelle cellules d'entreprises. Front Rouge, comme le Prolétaire-Ligne Rouge, parle de « cellules d'OS », de « salariés agricoles », cellules qui sont en fait des syndicats réformistes en modèle réduit. PLR, lui, avoue plus crûment qu'il faut avant tout des comités de base. Enfin, pour PLR, la voie de l'édification du Parti passe par le « renforcement du mouvement révolutionnaire et progressiste », c'est-à-dire le renforcement des organisations trotskystes, par la mise sur pied de « cercles de révolutionnaires communs » etc. Enfin, PLR « remplace » la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier par la « fusion » du courant « autonome des des ouvriers combatifs et du courant progressiste dans la jeunesse intellectuelle » : on ne saurait mieux dire que le prolétariat doit se mettre à la remorque de la petite bourgeoisie⁴...



L'aile gauche du mouvement marxiste-léniniste.

Après la période de flottements idéologiques, de désarroi énorme, que vient de traverser notre mouvement ces trois dernières années, on voit se manifester avec toujours plus de netteté les germes d'une lutte déclarée contre l'opportunisme. Premièrement, la cristallisation, le développement des courants opportunistes de droite comme de « gauche » a accéléré la prise de conscience de marxistes-léninistes sur la nature des divergences dans le mouvement. Bien sûr, au sein de cette aile gauche, il y a encore des flottements importants sur les questions de stratégie, de tactique, sur l'édification du parti ; flottements dus aux « traditions » droitières fortement implantées, dus au manque d'expérience, de formation.

Alors que l'aile droite tend à jeter de plus en plus par-dessus bord la théorie marxiste-léniniste, l'aile gauche commence à se placer sur le terrain des principes ML et à les appliquer aux conditions concrètes en France.

Deuxièmement, au moment où de nombreux intellectuels du mouvement se désintéressent complètement des problèmes de lignes politiques, de lutte idéologique contre les courants opportunistes, etc. on voit apparaître parmi des ouvriers marxistes-léninistes, des ouvriers avancés du mouvement ouvrier, et parmi les intellectuels les plus fidèles aux principes, un intérêt toujours grandissant pour toutes les questions brûlantes qui se posent au mouvement. Bien sûr, cela se manifeste encore faiblement, par suite d'une série de conditions défavorables : la manière dont se sont déroulées les crises du mouvement ML, en période de « calme » relatif après 68, a découragé des ouvriers ML ou proches du mouvement.

Troisièmement, par suite des particularités locales, des conditions différentes dans lesquelles se trouve placée cette aile gauche, des diverses formes d'opportunisme dans le mouvement, du manque de liaison entre les camarades - produit de la dispersion organisationnelle - tel ou tel groupe ML aura « compris » tel trait de l'opportunisme, tel autre aura plus d'expérience pratique, tel autre aura plus avancé dans certains problèmes théoriques, etc.

VII. LES TACHES DU MOUVEMENT MARXISTE-LENINISTE.

⁴ Pour une critique plus détaillée des conceptions de Front Rouge, cf L'Eveil N°10 « A propos du mot d'ordre : « Unité de la classe ouvrière autour des OS » ; L'Eveil N°14 : « Un exemple d'aventurisme politique : la création du PCR » ; L'Eveil N°15 et « Pour le Parti N°2 » : « à propos de l'opposition syndicale révolutionnaire ».

- 1) Créer le parti, c'est créer l'unité idéologique et politique de tous les marxistes-léninistes authentiques. A l'heure actuelle règne dans notre mouvement la plus grande confusion idéologique. Il n'y a pas d'unité sur la base d'un programme ML qui permette une activité pratique unique au sein d'un même parti organisé.

Aussi, mener la lutte idéologique fermement contre les courants opportunistes dans notre mouvement est une tâche de premier plan. **Sans victoire décisive** sur l'opportunisme dans nos propres rangs, impossible de créer le Parti ML. Sans cimenter cette unité par un programme unique, impossible d'avoir un parti dirigeant la lutte de classe du prolétariat, marchant en tête et non à la remorque du mouvement ouvrier, impossible d'arracher les larges masses du prolétariat à l'influence du PCF et des autres courants bourgeois et petits-bourgeois.

Aussi **l'élaboration d'un programme** au cours de la lutte idéologique et de la prise en main des tâches politiques est une tâche décisive pour le mouvement.

La création du parti ne peut qu'être le résultat d'une activité commune des représentants d'avant-garde du prolétariat. Aussi le but de la lutte idéologique dans nos rangs, c'est la prise en main des tâches politiques par tous les marxistes-léninistes authentiques. Cette lutte doit permettre de déterminer, à propos de chaque question (propagande, agitation, tactique, question syndicale etc.) la limite au-delà de laquelle on tombe dans le révisionnisme, l'économisme, etc., et permettre ainsi l'élaboration et l'application d'une ligne ML.

- 2) Le parti, c'est le produit de la fusion du ML et du mouvement ouvrier, le produit de la fusion des ouvriers d'avant-garde avec des organisations réellement marxistes-léninistes. Par suite de la domination des lignes opportunistes, peu d'ouvriers avancés sont devenus ML (une grande partie de ceux qui le sont, encore dominés par l'économisme etc.). La plupart sont à la croisée des chemins, aspirant au socialisme, mais encore soumis aux idées révisionnistes, autogestionnaires, etc. Le mouvement s'est gonflé d'intellectuels, dont un certain nombre de « compagnons de route » opportunistes. Cette base sociale est favorable au renforcement de l'opportunisme.

Aussi, une des tâches essentielles du mouvement, c'est de gagner au marxisme-léninisme ces ouvriers d'avant-garde. Créer le parti, c'est créer l'unité de pensée et d'action, avant tout des ouvriers d'avant-garde, avec les intellectuels les plus fermement attachés aux principes et décidés à les mettre en application.

La possibilité de liquider l'opportunisme dans nos rangs dépend dans une grande mesure de sa composition sociale. Les ouvriers d'avant-garde, armés du marxisme-léninisme, seront la force principale pour vaincre l'opportunisme. L'élargissement du mouvement par l'absorption d'ouvriers d'avant-garde, la concentration progressive entre leurs mains-avec l'aile des intellectuels ML les plus fermes de toutes les tâches du mouvement (lutte idéologique, propagande, agitation, etc.) amènera la « fuite » des compagnons de route instables.

- 3) Pour gagner ces ouvriers avancés au marxisme-léninisme, les ML doivent mener sur tous les terrains, une lutte sans compromis contre le révisionnisme moderne, ennemi principal, dominant au sein du mouvement ouvrier, et contre les autres courants bourgeois et petits-bourgeois (autogestionnaires, trotskystes...) qui influencent le prolétariat et le mouvement de masse. Avec le développement de ce dernier, plus de larges fractions du prolétariat tendront à se séparer du révisionnisme moderne, plus ces courants petits-bourgeois deviendront dangereux, surtout parmi les couches avancées du prolétariat. Sans une **victoire importante** au sein des couches avancées du prolétariat sur le PCF et ces courants petits-bourgeois, impossible de créer un parti ML, capable d'arracher le mouvement ouvrier de masse à l'influence des réformistes.

4)

a) Propagande-agitation

Dans la mesure où il s'agit encore de gagner au ML l'avant-garde du mouvement ouvrier, les tâches de propagande se placent au premier plan. Il ne s'ensuit pas que l'agitation économique et politique est inexistante. Refuser de faire de l'agitation, c'est refuser de participer à la lutte des classes. Mais le développement multiforme, harmonieux, de l'agitation est déterminé par deux facteurs : premièrement, on ne peut faire de l'agitation que sur la base d'une tactique unique, deuxièmement, le développement de l'agitation sur une large échelle est déterminé par le fait que les ouvriers d'avant-garde ont rejoint le mouvement.

b) Sur la direction des formes de luttes du prolétariat.

Ce sont les ouvriers d'avant-garde qui sont les mieux placés (à condition d'assimiler le ML) pour diriger les luttes de masses. Dans la mesure de leurs forces, les ML doivent chercher à participer à toutes les formes de luttes de classes du prolétariat, à leur donner une orientation révolutionnaire, en avant bien en tête qu'il faut avant tout élargir l'influence idéologique du mouvement, condition sans laquelle aucune direction du mouvement de masse n'est possible.

5) Dans le domaine de l'organisation, quel plan d'action adopter pour créer le Parti ? L'expérience de notre mouvement montre que les tentatives pour mettre en place des « institutions centrales » fantômes, ainsi que les « expériences locales exemplaires » ont conduit à de graves échecs. Dans la situation actuelle du mouvement ML, nous pouvons affirmer :

a) Les divergences dans le mouvement ML, entre l'aile droite et l'aile gauche, portent sur des questions de stratégie, de tactique, et sur la ligne à suivre pour créer le Parti. La ligne de l'aile droite, c'est la liquidation, l'abandon total de toutes les tâches d'édification d'un parti marxiste-léniniste.

Il s'ensuit qu'il est impossible de prendre, actuellement, en main les tâches marxistes-léninistes au sein de mêmes organisations avec l'aile droite du mouvement. L'aile gauche doit avoir une indépendance totale, jusque y compris dans le domaine de l'organisation.

Cela ne signifie pas qu'il faut scissionner à tour de bras. Mais, dans notre mouvement, l'opportunisme est dominant, fortement implanté et non récent, il dispose, au sein même des organisations ML, d'une base sociale très favorable à son renforcement. Enfin, actuellement, l'aile droite - surtout HR et PLR - se tournent de plus en plus vers la droite, tendant à quitter sans espoir de retour le terrain du marxisme-léninisme. Par conséquent, si l'on pousse la lutte contre l'opportunisme jusqu'au bout, des organisations indépendantes - politiquement et organisationnellement - de celles dominées par l'opportunisme doivent nécessairement apparaître. S'il est possible de balayer l'opportunisme au sein d'une organisation ML déterminée, tant mieux. Mais ce n'est qu'une possibilité, qui, dans notre situation, ne peut vraiment se réaliser sans l'existence d'organisations indépendantes des flottements.

Cela ne signifie pas non plus qu'il faut exclure la possibilité d'unité d'action entre ML, sur des questions déterminées, pour autant que cette unité d'action se réalise sur la base des principes, sur la base d'une prise en main indépendante des tâches politiques et par la lutte idéologique entre camarades.

Certains vont crier au « fractionnisme » avec le mot « unité, unité » à la bouche. Depuis les crises de 70, nous avons vu le sens réel du petit mot unité, dans la bouche des opportunistes. Il ne s'agit pas de créer des organisations ML opposées aux autres organisations ML existantes, mais de prendre en main de façon indépendante de l'opportunisme les tâches politiques, travail qui prend nécessairement une forme organisée.

Nous voulons l'unité réelle des représentants d'avant-garde du prolétariat et non l'unité avec les compagnons de route opportunistes.

b) A l'heure actuelle, l'aile gauche du mouvement est encore faible, non unifiée idéologiquement sur de nombreuses questions de principes et de tactique, n'en est qu'aux premiers pas dans le domaine de la prise en main des tâches pratiques. Élargir progressivement les rangs de cette aile gauche dans la lutte contre tout opportunisme, réaliser progressivement son unité de pensée et

d'action, au sein d'une même organisation commune, centralisée, c'est jeter les **fondements** du futur Parti. Telle est la tâche de l'heure dans le domaine de l'organisation.

Précisons : l'activité d'organisations locales marxistes-léninistes est la base même de tout le travail ML. Sans cette activité, impossible de créer, d'édifier un Parti ML qui n'existe pas seulement sur le papier.

Aussi les organisations ML de l'aile gauche doivent accorder une très grande attention à la mise sur pied de cercles ML d'ouvriers conscients au sein du prolétariat de la grande industrie capitaliste. C'est par l'intermédiaire de tels cercles que se réalisera progressivement la liaison du mouvement avec les larges masses du prolétariat. Telle est la tâche locale d'organisation.

Quelles sont les tâches de tels cercles ?

- Prendre en main la lutte idéologique contre le révisionnisme, les courants bourgeois et petits bourgeois au sein de la classe ouvrière, mais aussi contre les courants erronés dans le mouvement ML.
- Prendre en main les tâches politiques du mouvement : à l'heure actuelle, essentiellement propagande et agitation (économique et politique), apprendre peu à peu à diriger les luttes de classe du prolétariat.
- Sur ces bases, mettre progressivement en place de « haut en bas », différentes formes d'organisations qui sont directement soumises aux cercles. Dans la mesure où il s'agit avant tout d'étendre l'influence idéologique et politique du mouvement au sein du prolétariat, il faut accorder un grand soin à la mise en place de réseaux de diffusion de littérature, au sein des grandes usines. C'est autour de tels réseaux que se créeront, dans les conditions actuelles, des cercles d'étude, de propagande, fractions syndicales, etc.
- Dans son travail, le cercle doit utiliser différents points d'appui : syndicats, cercles culturels etc. C'est en utilisant ces points d'appui que les cercles ML d'entreprises peuvent faire participer toujours plus nombreux des ouvriers actifs aux différents aspects de l'activité communiste.

Mais le travail local, bien que nécessaire, n'est qu'un aspect de nos tâches pratiques d'organisation. Nous devons créer un Parti Communiste, centralisé, « forme supérieure d'union de classe des prolétaires », dont l'unité idéologique et politique doit être cimentée par une forme d'organisation commune. Il faut par conséquent combattre, dès maintenant, le localisme et le polycentrisme.

Premièrement, une organisation locale « dans son coin » est nécessairement amenée à exagérer les particularités locales et fortuites, à les ériger en théorie unilatérale. Dans ce cas, le travail local dégénère en travail artisanal -surtout lors du passage à une vaste agitation. Il est alors impossible de créer et renforcer les bases du futur Parti.

Deuxièmement, pour jeter les fondements du parti, il ne suffit pas que des organisations locales soient unies dans le domaine politique, programme et tactique (condition indispensable pour toute activité commune). Il leur faut commencer à agir pratiquement de façon unique. Ce qui nécessite une centralisation du travail, des formes d'organisation communes. Si de telles organisations sont en accord politique, il est juste qu'elles se centralisent progressivement, sur la base d'une plate-forme. C'est une telle organisation centralisée qui, dans la mesure où elle mènera à son terme la lutte contre l'opportunisme et dirigera réellement l'activité théorique et pratique de l'aile gauche, jouera un rôle dirigeant dans l'unification des ML authentiques au sein d'un même parti.

En particulier, dans la période de préparation du mouvement ouvrier aux futures « explosions » révolutionnaires, dans un pays capitaliste comme la France, et dans les conditions de flottements idéologiques et organisationnels du mouvement ML, une telle organisation ne pourrait se développer, se consolider, sans un journal d'agitation-propagande à l'échelle de tout le mouvement. D'autre part, tant que l'aile gauche du mouvement ne sera pas capable de faire une propagande et une agitation commune, organisée, il est utopique de croire qu'il puisse exister un parti capable d'entreprendre de façon unique des tâches pratiques plus complexes. Bien entendu, il faut réaliser un certain nombre de conditions subjectives pour qu'un tel organe puisse exister : pour prendre position sur tous les problèmes que la vie fait surgir, il faut avoir jeté les fondements du programme, avoir une tactique

vraiment ferme dans tous les domaines essentiels, et un noyau de dirigeants fermes et expérimentés. Pour qu'un tel travail d'agitation politique dépasse des « cercles étroits » d'ouvriers, pour que le journal puisse synthétiser l'expérience des organisations de base, en fasse bénéficier l'ensemble des camarades, encore faut-il que les ouvriers ML l'utilisent, le fassent passer dans les masses, encore faut-il un accord politique et des liens d'organisation entre la rédaction et la base... L'aile gauche est loin d'avoir réalisé ces conditions indispensables. (Mais nous devons travailler dans ce but avec tous les moyens à notre disposition ; ainsi, pour notre part, nous publions l'Eveil, feuille de propagande).

Aussi, les tâches centrales de l'aile gauche du mouvement ML, à l'heure actuelle, consistent à contribuer activement (par la lutte idéologique entre camarades, les contributions dans le domaine de la ligne politique, le raffermissement des liens organisationnels) à la mise sur pied d'une telle organisation communiste, à la fusion en son sein des différentes composantes de l'aile gauche. Mais ces tâches centrales ne peuvent se réaliser que sur la base de la prise en main des tâches locales.